

Un expert français pointe le détournement par le Polisario des aides humanitaires

Actualité Mondiale

Posté par: Administrateur

Publié le : 21-04-2023 16:41:22

Le nouveau rapport du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, dans son évaluation du "programme stratégique destiné à l'Algérie 2019/2022", tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme concernant la captation par le Polisario de l'aide internationale destinée aux populations des camps de Tindouf, souligne l'expert français en stratégies géopolitiques, Jérôme Besnard.

Dans une tribune publiée sur « Omerta », média d'enquête et de documentaires, l'expert français relève que le Polisario bénéficie « directement » du détournement des denrées alimentaires, financées notamment par l'Union européenne, qui sont opportunément revendues à d'autres populations de la région.

Ce constat du PAM « n'est pas une surprise », note-t-il, précisant que dès janvier 2015, l'Office anti-fraude de l'Union européenne (OLAF) pointait en effet un détournement méthodique, remontant à quatre décennies, de l'aide internationale envoyée aux populations sahraouies retenues dans des camps situés en territoire algérien, et ce dès l'arrivée de l'aide alimentaire dans le port d'Oran, « confortant ainsi les soupçons de complicités existantes au sein des autorités algériennes ».

« On rappellera à bon escient la résolution du Parlement européen d'avril 2015 relative à l'instrumentalisation de la question humanitaire dans les camps de Tindouf par l'Algérie, notamment quant au détournement de l'aide financée par les contribuables européens et à l'absence de recensement des populations concernées », fait-il observer.

Et de rappeler, dans le même sens, le rapport 2021 du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, mentionnant le détournement d'une partie des aides aux populations sahraouies. Dernière en date, la résolution 2654 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 27 octobre dernier, réclame une fois de plus le recensement des populations des camps de Tindouf, relève-t-il.

D'après lui, la situation est assez claire pour les organisations internationales, d'une part l'Algérie ferme les yeux sur le détournement d'une partie au moins de l'aide alimentaire internationale aux populations retenues par le Polisario dans les camps de Tindouf, et d'autre part, elle ne procède pas au recensement tout à fait possible de ces populations.

Selon l'expert, la raison en est simple: l'existence du Polisario est une carte essentielle dans le jeu politique régional de l'Algérie et lui permet de poursuivre sa politique de nuisance à l'égard de son voisin marocain, dont la légitimité historique et politique à administrer ses provinces sahariennes n'est plus à démontrer.

Il a, en outre, souligné que le PAM documente de façon irréfutable le détournement de l'aide alimentaire destinée à une population en situation de sous-nutrition, notamment parmi les femmes et

les enfants.

« Les Nations-Unies s'inquiètent également de l'absence de recensement des populations concernées, porte-ouverte à leur surestimation et aux détournements consécutifs », écrit M. Besnard.

Et de noter que les agences onusiennes spécialisées dans l'aide aux réfugiés ne peuvent agir librement dans les camps algériens de Tindouf qui sont gérés, au mépris, là encore, du droit international, par la milice du Polisario, groupe séparatiste armé, au point de former une enclave de non-droit grâce à la complicité des autorités algériennes.